

# Saint-Éloi-de-Fourques. Violences scolaires : les parents obtiennent satisfaction

« **On a été entendu** », se réjouit Natacha Vicomte. La représentante des parents d'élèves de l'école de Saint-Éloi-de-Fourques a réuni les familles, les élus et le personnel du Sivos, mercredi 14 avril, pour annoncer une bonne nouvelle : la mobilisation du vendredi 12 mars, pour dire stop aux violences scolaires et demander davantage de moyens, a été payante.

## Des mesures prises

Lors d'une rencontre à Évreux, au siège de la Direction académique des services de l'Éducation nationale, Natacha Vicomte et Alice Lihrmann, autre déléguée de la classe de CP-CE1, ont appris qu'une assistante de vie scolaire sera présente à la rentrée, lundi 26 avril.

L'enfant qui pose le plus de problèmes bénéficiera d'un temps scolaire aménagé, et sera présent seulement 50 % de la semaine à l'école. « **Nous avons aussi obtenu le maintien du maître G (enseignant spécialisé) jusqu'à l'amélioration de la situation, en plus de l'instituteur chevronné** », ajoute Natacha Vicomte, en se félicitant de la qualité du dialogue avec le directeur académique, Laurent Le Mercier. « **Cela s'est très bien passé. Nous continuerons de rencontrer régulièrement Monsieur Mary, l'inspecteur de la circonscription de Bernay, pour faire le point** », précise la mère de famille.

La médiatisation des violences a été très forte au début du mois de mars. Trop aux yeux de l'Éducation nationale, « **mais sans cette pression, on n'aurait pas obtenu gain de cause** », pense Natacha Vicomte.

Le maire de Saint-Éloi-de-Fourques éprouve le même sentiment de satisfaction. « **Je suis très heureux de ce dénouement pour tout le monde**, confie Denis Szalkowski. **Si les parents ne s'étaient pas mobilisés, si les élus ne les avaient pas accompagnés, on n'en serait pas arrivé là. Il y a eu un temps de confrontation, puis un temps de discussion, avec l'obligation de trouver un compromis. Il faut aujourd'hui considérer que ce qui a été proposé est positif.** »

« **Mais tout aurait pu être évité dès le 19 février si nous avions été écoutés quand nous avons rencontré le Dasen** », glisse-t-il.

Chacun espère maintenant le retour de la sérénité au sein de la classe de CP-CE1 grâce aux mesures annoncées. Car les langues ont continué de se délier avant le confinement et la fermeture de l'école. « **Les enfants ont parlé de plus en plus, que ce soit à leurs parents ou aux enseignants** », signale Natacha Vicomte. De nouvelles révélations sur d'autres types de violences, jusque-là insoupçonnées, suivies de signalements et de plaintes.

« **J'étais très inquiet que l'un des enfants perturbateurs commette un acte trop violent et j'étais prêt à prendre un arrêté d'exclusion pour le 26 avril si rien n'avait bougé, assure Denis Szalkowski. J'ai été en contact avec la Procureure de la République. Ce sont les services de l'Éducation nationale et les services sociaux qui sont responsables dans ces cas-là.** »

L'Inspection académique s'est engagée à mettre en place une cellule d'aide psychologique. Une initiative saluée par Natacha Vicomte : « **Des parents ont été obligés de prendre des rendez-vous chez le psy pour leurs enfants, car certains ne mangeaient plus ou dormaient mal. Mais tout le monde n'en a pas les moyens.** »

Une cellule d'aide psychologique

Satisfaite, la mère de famille reste néanmoins sur ses gardes. Et la création officielle d'une association des parents d'élèves, composée de cinq membres, devrait donner encore plus de poids aux revendications. « **L'été va bientôt arriver, mais on ne lâchera rien et on compte bien voir les mesures perdurer pour la prochaine année scolaire** », prévient Natacha Vicomte.

Anthony Bonnet

L'Éveil Normand



Les parents et les élus s'étaient mobilisés le 12 mars.

